UNITE et ACTION

des 16 et 17 Mars 2010

CDFN

M'en voudrez vous beaucoup si la révolte gronde...

Dans un contexte social dégradé par le chômage, la précarité et les bas salaires, les résultats du premier tour des élections régionales montrent le mécontentement de la population à l'égard de la politique menée par le président de la république, qui a pourtant mouillé la chemise pour défendre les couleurs de l'UMP. Mais ce sont aussi les « dérapages » (!) de plus en plus fréquents des membres de la majorité gouvernementale qui suscitent l'indignation. Opposer entre eux tous ceux qui souffrent aujourd'hui des politiques libérales, stigmatiser des individus en développant des propos racistes, renvoyer les immigrés chez eux (mais la mobilisation a contraint Sarkozy à accepter le retour de Najlae), faire référence à une France « traditionnelle » qui n'a jamais existé, rappeler de très mauvais souvenirs, et le vote Front National ne peut que nous inquiéter. La FSU doit donc continuer à exercer la plus grande vigilance sur ce sujet.

Le médiateur de la République, dans son rapport 2009 pointe le fort sentiment d'injustice dans une société où la réalité de la fracturation sociale n'a jamais été aussi aigüe. Les services publics sont au cœur des enjeux, et nous devons multiplier les initiatives pour préparer les Etats généraux de l'automne. Alors que le gouvernement vient de publier son troisième rapport d'étape sur la mise en oeuvre de la RGPP, l'opinion est en effet bien loin d'être convaincue par ses choix politiques: les sondages montrent que si l'image des services publics reste bonne au sein de la population une majorité estime qu'ils ont plutôt évolué négativement "au cours des dernières années". Les agents de la FP contestent aussi cette politique. Les nombreuses mobilisations en cours dans différents secteurs (Justice, Santé, Environnement, Education...) avec parfois l'implication des usagers en sont l'illustration.

Ainsi, les actions de la semaine dernière ont nettement mis en évidence les problèmes posés par l'étranglement de la justice avec une mobilisation très forte des personnels notamment contre la suppression du juge d'instruction et des tribunaux, qui vont aggraver un fonctionnement lointain et lent de la justice, celle de la protection judiciaire de la jeunesse sacrifiée au profit de logiques d'enfermement et de répression pour ces jeunes, que la FSU condamne fermement.

Les personnels des crèches ont défilé eux aussi, soutenus par de jeunes parents, contre les modifications des normes d'encadrement, aux cris de « Reviens Dolto, pour éduquer Sarko », pour préserver la qualité de l'accueil des petits et

pour exiger les créations d'emplois nécessaires afin que « pas un bébé ne reste à la consigne ».

Les informaticiens de l'Education nationale prévoient quant à eux une manifestation nationale pour se faire entendre, comme se sont mobilisés depuis Janvier les agents de l'environnement pour une reconnaissance de leurs métiers.

Les salariés des hôpitaux de l'APHP se sont également rassemblés vendredi devant le siège de l'Assistance publique- Hôpitaux de Paris pour exiger "l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations", et s'opposer au projet de la direction qui pourrait supprimer plus de 3000 emplois dans les 2 prochaines années. Le 12 mars les personnels du second degré étaient dans l'action pour protester contre la réforme du lycée, l'abandon du collège, et les suppressions de postes. L'exaspération, que le ministre feint de ne pas entendre, est très présente dans les manifestations, elle doit se transformer en force revendicative plus puissante pour contraindre le gouvernement à retirer ses réformes (lycée, orientation, voie technologique, voie professionnelle...) et à revenir sur les suppressions de postes, comme sur la formation des enseignants. La préparation de la rentrée s'accompagne de manifestations, rassemblements dans de nombreux départements: manque de places en maternelle, remplacements non assurés, dispositifs d'aides fragilisés... Plus que jamais le dogme de la suppression d'emplois est remis en cause par les personnels. Le gouvernement doit l'entendre. Les personnels de l'éducation s'inscriront dans la poursuite de leurs mobilisations dans la grève du 23 Mars, à laquelle la FSU appelle pour l'emploi, les salaires, les retraites, les services publics.

Dans ce contexte le pouvoir tente de vendre sa politique. C'est bien comme cela qu'il faut comprendre le déplacement de Nicolas Sarkozy à Laon le 2 mars, et son discours démagogique en direction des agents. De la même manière, la médiatisation de la remise du rapport Cornut Gentille vise la reconquête des usagers en prônant la culture du résultat évalué autour de quelques indicateurs souvent réducteurs, voire caricaturaux et qui relèvent d'une culture de la fausse performance dont on sait qu'elle peut produire des effets pervers comme en témoigne la politique du chiffre aujourd'hui dans la police. Dans ce cadre est relancée la proposition d'intéressement collectif dans la fonction publique, porteuse d'effets pervers, de démotivation et génératrice de tensions entre les personnels.

A une semaine de la journée interprofessionnelle de grève du 23 mars, il y a encore beaucoup à faire pour rassembler les personnels, les convaincre de la nécessité d'une grève forte dans la fonction Publique, contre les politiques menées et pour dire haut et fort que nous ne voulons pas d'une réforme des retraites qui dans le prolongement des précédentes aggrave encore les conditions de départ en retraite. Déjà, les déclarations claires de la FSU et de plusieurs organisations syndicales ont contraint Eric Woerth à prendre quelque recul avec les annonces sur les 6 derniers mois. Ne nous y trompons pas, c'est en menant le débat avec les

fonctionnaires mais aussi avec les salariés du privé, pour ne pas tomber dans le piège de la division, et pour rassembler ce que nous ferons reculer le gouvernement. En rappelant inlassablement que les salaires et l'emploi sont les conditions essentielles pour garantir le système de retraites et l'ensemble de la protection sociale, et qu'il faut donc faire partager par le plus grand nombre la revendication d'un nouveau partage des richesses plus favorables aux salariés, quand ceux-ci se voient jetés à la rue ou sous-payés, alors que les profits sont de nouveau en hausse. Cela doit s'accompagner d'une véritable réflexion sur la politique industrielle,

Le mouvement syndical par les actions menées dans les différents secteurs est l'antidote au désespoir et à la résignation, les mouvements qui se développent montrent qu'il y existe un potentiel de mobilisation certes encore insuffisant, mais que nous avons la responsabilité de contribuer à amplifier. Le 23 mars, il faudra être très nombreux en grève pour peser, et permettre des suites susceptibles de faire reculer le pouvoir en place et d'oeuvrer à la construction d'alternatives.

Quand le peuple islandais dit non à l'austérité, quand les grecs descendent massivement dans la rue pour refuser de payer la crise financière en lieu et place de ceux qui l'ont fabriquée et se sont refait une santé depuis, il y a lieu d'espérer « un monde où l'on n'est pas toujours du côté du plus fort »